

# BODACC

## BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

### ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.bodacc.fr](http://www.bodacc.fr)

**BODACC « A »**

**Annonce n° 2653**

**77 – SEINE-ET-MARNE**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE MEAUX**

**Extrait de jugement**

*Date* : 25 novembre 2024.

Jugement d'interdiction de gérer.

840 690 325 RCS Meaux.

**SCI CAPIFOR.**

*Forme* : Société civile immobilière.

*Activité* : L'acquisition d'un immeuble sis à 38 Bis avenue Henri Magisson 77124 Crégy les Meaux, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement Dudit immeuble et de tous autre immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition..

*Adresse* : 129, rue de la Fontaine Sarrazin, 77124 Crégy-lès-Meaux.

*Date* : 25 novembre 2024.

Jugement d'interdiction de gérer.

852 697 655 RCS Meaux.

**AEL.**

*Forme* : Société par actions simplifiée.

*Activité* : Travaux de maçonnerie générale, Gros Oeuvre, Etude et donneur d'ordre en sous-Traitance, Achat-Vente et location de tous matériels et matériaux de construction.

*Adresse* : 10, rue des Frères Lumière, 77100 Meaux.

*Date* : 25 novembre 2024.

Jugement d'interdiction de gérer.

849 644 810 RCS Meaux.

**SCI CAPIPRO.**

*Forme* : Société civile immobilière.

*Activité* : Construction de bureaux d'entrepôts sis parc d'activité à Meaux (77100), l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement Dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

*Adresse* : 129, rue de la Fontaine Sarrazin, 77124 Crégy-lès-Meaux.

*Complément de jugement* : Jugement prononçant l'interdiction prévue à l'article L. 653-8 du code de commerce à l'encontre de Monsieur Yasin Oz pour une durée de 5 ans et une faillite personnelle à l'égard de Monsieur Ali Ozdemir et Monsieur Mehmet Ozdemir, dirigeants de fait pour une durée de 15 ans.

